

## Métropole | Bordeaux Métropole : une rentrée très transports



Bus, tramway, métro, rocade. Les "quatre cavaliers" de la mobilité ont bien été convoqués ce lundi 9 septembre lors de la rentrée politique du président de la métropole, Patrick Bobet. Ils ont d'ailleurs constitué l'essentiel des annonces, preuve d'un calendrier "transports" déjà chargé à six mois des municipales. Aux côtés de nombreux maires de la majorité de droite Communauté d'Avenir (et de quelques maires de gauche), l'élu du Bouscat a pris date des grandes opérations et des axes essentiels de la politique métropolitaine pour la dernière fois avant l'échéance électorale. Voici l'essentiel de ce qu'on y a appris.

"On doit raisonner collectif". Telle était la consigne et le mot d'ordre affiché ce matin par Patrick Bobet, maire du Bouscat et nouvellement élu à la présidence de la métropole depuis le 7 mars dernier. Quelques mois avant les municipales, la "rentrée" politique a surtout été l'occasion pour l'élu d'égrener quelques grandes priorités à venir. Le premier dossier était, celui des transports, était sans conteste le plus chargé. On y a d'abord appris que l'extension de la ligne D du tramway devrait effectuer une "marche à blanc" fin octobre et être inaugurée le 14 décembre, du moins pour ce qui est de la première partie jusqu'à la mairie du Bouscat. "Nous restons tout à fait confiants pour ouvrir la ligne sur Eysines-Cantinolle à la mi-février", a souligné Patrick Bobet, en précisant qu'une nouvelle extension de cette ligne vers Saint-Médard-en-Jalles débiterait son enquête publique à l'automne 2020. La mise en circulation de [l'autobus extra-rocade](#) reliant Pessac-Bersol au Haillan, première ligne de transport en commun de l'agglomération à utiliser la bande d'arrêt d'urgence, sera effective le 4 novembre. La future ligne de bus (Corol 31) censée relier la rive droite au domaine universitaire devrait, de son côté, être prête "pour la Toussaint" après avoir subi deux mois de retard suite à l'incendie du [parking des Salinières](#), à Bordeaux, qui a mobilisé les effectifs du réseau sur les liaisons temporaires. Cet incident a d'ailleurs interrompu l'exploitation de la ligne C du tramway, qui devrait redémarrer entre la mi-octobre et le début du mois de novembre. Enfin, les nouvelles lignes de transports en commun reliant les zones [Pellegrin/Talence Thouars](#) et [Gradignan/Malartic](#) devraient elles aussi débiter leurs enquêtes publiques respectives dès la mi-septembre.

### Un métro et un pont

L'autre gros dossier en termes de transports, s'il reviendra sur la table des négociations des élus métropolitains dès cet automne, a dévoilé ses premiers contours. En avril dernier, Patrick Bobet avait confirmé le lancement d'une étude sur la possibilité d'une ligne de métro complémentaire au tramway. Questionné sur sa nécessité depuis le

lancement d'un ambitieux plan sur le RER métropolitain (qui passera par l'inauguration de deux nouvelles gares : celle du Bouscat et de la Médoquine de Talence en 2023, un premier TER entre Libourne et Cestas dès 2020 et le lancement d'études sur la gare d'Arcachon "pour anticiper l'arrivée de la diamétralisation Libourne-Arcachon en 2025"). Sa réponse : "Il faut faire les deux". L'étude d'une centaine de pages dégage, selon Patrick Bobet, plusieurs points majeurs. "Elle montre que le projet est réalisable techniquement, pertinent (s'il s'agit d'une ligne reliant l'Arena au Parc des Expositions en passant par la gare Saint-Jean, le quartier Victoire et la Cité Administrative) et que la VAN (Valeur Nette Actuelle qui évalue la rentabilité financière) est largement positive", a ainsi souligné l'élu. Il n'a pas oublié deux éléments négatifs : le coût estimé "qui serait compris entre 1 et 1,4 milliards d'euros" et l'impact des travaux, qui auraient "une emprise colossale" notamment au niveau des stations au sol. La décision de s'engager dans un tel projet est toujours attendue avant la fin de l'année.

Concernant le volet purement routier, Patrick Bobet n'a pas vraiment reparlé d'un "grand contournement" routier de Bordeaux mais plutôt une discussion à relancer sur un [barreau routier](#) de 80 kilomètres entre Mussidan et Langon dans le but de décongestionner la rocade bordelaise. "Nous souhaitons majoritairement relancer la discussion, le maire de Limoges y est très favorable". Pour ce qui est de la mise à deux fois trois voies de la rocade, la fin des travaux est toujours prévue pour la mi-2020 et de nouvelles pistes sont à l'étude : "Nous souhaitons retravailler le secteur rocade nord-est (arrivée de l'autoroute de Paris jusqu'à la sortie de Libourne) et la sortie de la bretelle de Libourne qui mérite d'être reprise puisqu'elle amène des retenues importantes qui viennent perturber la circulation jusque sur le pont d'Aquitaine". En parlant de pont, justement, le président de la métropole a aussi évoqué le dossier glissant du [pont Simone Veil](#), dont la livraison a été retardée de 2020 à 2023 en raison d'un différend financier et technique entre la métropole et le groupe Razel-Bec, responsable du chantier. En août, le tribunal administratif avait refusé de valider l'accord conclu en mars, signalant que ce dernier serait trop avantageux pour Fayat, membre principal de ce groupement d'entreprises. La métropole a fait appel de la décision, que Patrick Bobet affirme "ne pas comprendre. Il est possible que le tribunal n'ait pas tout compris, les réponses qui nous sont faites sont en décalage avec le dossier que nous avons présenté. La présidente du tribunal m'a assuré que le dossier serait traité au début du second trimestre 2020 (avril). Nous sommes sûrs de nos arguments et nous pensons gagner cet appel. Si nous le perdons, nous ne perdrons pas de temps : l'aspect juridique et financier est une chose, mais rien n'empêche de relancer ces marchés, qui le sont d'ailleurs déjà. Ça nous prendra dans le pire des cas six mois de plus". Pour terminer, Patrick Bobet a aussi évoqué la volonté de la métropole d'ouvrir un débat avec la direction de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac sur le prix des places de stationnement dans ses parkings. Les trois quarts des vols sont en low-cost et les voyageurs préfèrent se garer sur des parkings alentours qui sont évidemment moins chers. Le problème, c'est qu'ils consomment beaucoup d'espace. Il faut donc revoir cette gestion de parkings, re-moduler la tarification, pourquoi pas faire des parkings silos. Nous souhaitons en reparler avec l'aéroport".

## Mission squat : priorité à la "médiation"

Le dernier point évoqué par l'élu, celui des squats sur l'agglomération bordelaise, n'était pas le moins sensible. Le jeudi 5 septembre, le [collectif solidarité aux expulsés](#) a occupé une maison au Haillan appartenant à la métropole pour dénoncer la série d'expulsions (environ 200 personnes) prononcées cet été par la préfecture de Gironde. Une "mission squat" a été mise en place par la métropole depuis début septembre pour "prévenir les risques de squats et trouver des alternatives". Elle est composée d'un cadre et de deux agents recrutés pour s'occuper précisément de ce dossier. Sur le fond, en revanche, Patrick Bobet est bien plus prudent. "Humainement parlant, la situation n'est pas acceptable. J'ai demandé à nos services de faire en sorte que les squats soient alimentés en eau dès le mois de juin. On doit tendre vers un accès à l'eau et aux douches dans les squats mais aussi mettre en place des lieux d'accueil pour que les repas se fassent dans des conditions acceptables. Je suis un républicain", a continué l'élu, "j'écoute aussi ce que l'État me dit. Quand la préfète me dit que sur cent personnes en squat, quinze sont en situation régulière et n'ont pas été déboutés du droit d'asile, je pense c'est à l'État de faire ce qu'il a à faire. Ça ne suffit pas de les déloger, il faut aussi les accompagner vers le lieu qu'elles doivent rejoindre. Nous sommes humains, mais nous sommes aussi des élus qui n'ont pas reçu mandat de traiter ce genre de problème. C'est à l'État de trouver des solutions. De notre côté, on a décidé de mettre en place cette mission parce que beaucoup de choses sont faites mais pas toujours coordonnées, il y a parfois des redondances ce qui est un comble compte-tenu du manque. Nous pensons que c'est bien d'avoir un service un peu neutre qui puisse faire de la médiation avec les CCAS, les communes et la préfecture". Du côté des actions concrètes, en revanche, on repassera : c'est le maire de Bordeaux, Nicolas Florian, qui devrait avoir la primeur des annonces lors de sa rentrée officielle ce mardi 10 septembre.



Romain Béteille

*Crédit Photo : RB*

*Publié sur [aqui.fr](#) le 09/09/2019*

*[Url de cet article](#)*